



Le patronat menace les Facultés de Lettres

La circulaire Guichard n'est pas une mesure isolée, elle est dans la suite logique de la loi Faure, c'est une étape dans le projet de rentabilisation de l'université.

POURQUOI LA BOURGEOISIE A-T-ELLE BESOIN DE CETTE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT?
Parce qu'il ne correspond pas aux besoins du patronat.

En effet :

- Le système d'éducation et de formation professionnelles ne produisent pas suffisamment de diplômés directement intégrables dans le système de production capitaliste par rapport au nombre de gens qui font des études et au coût de celles-ci (seulement 1/3 des inscrits obtiennent des diplômes et le nombre des diplômés atteint seulement 50% des effectifs prévus par la bourgeoisie).

- La répartition des étudiants dans les secteurs universitaires (sciences et lettres) ne répond pas aux besoins de l'économie capitaliste. Ainsi, il était prévu que 22,6% des étudiants iraient vers les lettres et il y en eut 35%. En sciences il devait y en avoir 29,6% et il y en eut 20,5% seulement.

En conséquence :

La qualification acquise aujourd'hui par les diplômés (formation "libérale" permettant une vue globale du système capitaliste, et par là même la contestation du système) ne correspond pas aux besoins du patronat qui réclame des techniciens spécialisés directement productifs, et qui ont seulement une vue parcellaire du système de production, ce qui en outre ne leur permet pas de le remettre en question. Ce qui signifie que les étudiants possédant les diplômes actuels sont destinés au chômage.

LES SOLUTIONS BOURGEOISES

1) La rentabilisation capitaliste de l'Education Nationale

- Le contexte économique actuel (plan d'austérité) ne permet pas à l'état de financer la modernisation du système de formation. Donc, "l'autonomie financière" signifie que le patronat, dans le cadre de la cogestion, financera une partie de la formation des étudiants et, en retour, cette formation correspondra aux besoins du patronat régional.

"Encourager la liaison Université-Economie au plan local pour mieux cerner les besoins" dit le rapport Montjoux-Ortoli.

Par ailleurs des économies sont réalisées sur le personnel enseignant : Un plus grand nombre de maîtres auxiliaires et professeurs contractuels sous-payés ne bénéficiant pas des avantages attribués aux enseignants titulaires (stabilité de l'emploi)

-orientation:

Tous les étudiants seront soumis à des stages d'orientation obligatoires pour leur donner une formation de techniciens spécialisés.

Dans les lycées (secondaires), deux heures obligatoires de technologie pour la même raison (circulaire Guichard).

-sélection sociale:

La deuxième langue vivante rendue facultative en 4ème, ne pourra être choisie que par un nombre restreint d'enfants, fortement motivés par l'entourage familial et "l'héritage culturel", par conséquent les enfants de la bourgeoisie.

2) - La main-mise du patronat et le démantèlement de l'éducation nationale.

L'orientation obligatoire qui dirigera les étudiants vers les secteurs répondant aux besoins économiques (sciences, I.U.T.) et la limitation des études de langue réalisent à long terme le projet gouvernemental qui est le démantèlement des facultés de lettres. Seul subsistera un département "d'études humanistes et classiques" réservé à "l'élite bourgeoise" qui perpétuera ainsi son idéologie de classe dominante. La grosse masse des étudiants sera orientée vers des Instituts Universitaires de Technologie où sera diffusé un enseignement au rabais permettant d'avoir en deux ans des cadres moyens directement intégrables dans l'économie capitaliste. L'autonomie des facultés (c.a.d. la soumission au patronat régional) entraîne la concurrence entre facultés, puisque suivant l'importance de l'industrie régionale, elles disposeront de moyens financiers plus ou moins grands. Par conséquent, les diplômes perdront leur valeur nationale.

ATTITUDE DU P.C.F. ET DE SES OPTICIELS (SNE Sup, UNEF Renouveau, SIES):

Dans le cadre de la participation, le PCF est à l'origine de la circulaire Guichard, à travers la Fédération Cornac et "Défense de la Jeunesse Scolarisée", puisque ces deux organisations ont largement discuté le projet Guichard dans la commission "Rénovation Pédagogique".

Aujourd'hui la grève des langues est l'occasion pour le PCF de redorer un blason terni par un an de capitulation participationniste, et ceci en vue de deux élections: les cantonales et les élections au Conseil de Gestion. Cette grève est d'autant plus importante pour lui qu'elle se passe dans des sections traditionnellement modérées, dont le corporatisme s'adapte parfaitement à ses mots d'ordre réformistes.

La grève des langues devait montrer sa force au gouvernement. Le PCF visant à gérer loyalement la pénurie capitaliste, tient à se faire respecter en tant que partenaire dans la participation, alors que le gouvernement ne le consulte guère quand il veut faire passer des mesures (circulaire, décret) servant son intérêt.

La participation n'a pour seul effet que de cautionner les projets de la bourgeoisie. Les véritables formes de lutte sont ailleurs.

COMMENT LUTTER?

Etant donné que la circulaire Guichard n'est qu'une phase du projet de rentabilisation capitaliste et du démantèlement de l'Education Nationale, les luttes corporatistes ne peuvent en rien faire reculer le gouvernement. Seule une lutte s'attaquant au projet global de la bourgeoisie, donc se plaçant sur le terrain politique, peut la faire reculer.

Mais ceci à plusieurs conditions :

- Etant donné qu'aucune section ne sera épargnée, il faut que la riposte soit à l'image de l'attaque: générale.

-D'autre part, le gouvernement n'étant pas prêt à céder, le succès ne sera certainement pas immédiat, les étudiants doivent s'attendre à une lutte dure et longue.

Il est donc bien entendu qu'un meeting intersyndical, des pétitions ou une grève de deux jours n'inquiéteront en rien le gouvernement.

D'autre part, le mot d'ordre de "grève illimitée" s'avère particulièrement inadéquat devant l'apathie générale du milieu étudiant. (Nous ne sommes plus en Mai 68, cf. la grève de Tours à la rentrée).

Il faut des formes de lutte permettant une mobilisation générale du milieu étudiant, non pas sur des mots d'ordre corporatistes tels que "abrogation de la circulaire Guichard". En effet, il est peu probable que l'abrogation soit obtenue; un tel mot d'ordre n'est donc que du bluff, de la démagogie qui ne peut que démobiliser le milieu étudiant ne voyant pas ses revendications satisfaites.

Seule une compréhension politique des plans de la bourgeoisie dans l'université (rentabilisation capitaliste, logiquement suivie du démantèlement des facultés de lettres), processus dont la circulaire Guichard n'est qu'une étape, seule une telle compréhension permettra aux étudiants de mener une lutte efficace, parcequ'ils en connaîtront

- l'enjeu: changer le rapport de force en faisant reculer la bourgeoisie

-- et les difficultés: lutte de longue haleine et sans merci, car la bourgeoisie n'est pas prête à céder, cette réforme est vitale pour elle.

=====

rejoignez les comités rouge
gnez les comités rouge - rejo

NANTERRE

Commission
Léonine
Stolovsd

et la politique universitaire de la bourgeoisie

QUE S'EST-IL PASSE A NANTERRE ?

ALORS QU'UNE loi interdisait l'accès du campus universitaire à la police, la banalisation du campus décrétée par le gouvernement (le domaine universitaire est considéré comme domaine public) fait qu'aujourd'hui les brigades spéciales et les pelotons de CRS quadrillent le campus de Nanterre.

Mardi 3 mars, à 16 heures, 2 000 étudiants des facultés de lettres et de droit manifestent et se heurtent aux piquets de police. La lutte harcèlement (lacrymogènes, barricades, embuscades, jets de pierre) dure 3 heures. A 19 heures, les étudiants retranchés dans le Resto-U, suffoquant sous les gaz, sortent. C'est la ratonnade. Il y a des blessés graves. Les flics déchainés brisent les voitures qui se trouvent sur le campus.

POURQUOI LA PROVOCATION POLICIERE DE NANTERRE ?

La bourgeoisie veut mener à bien sa politique de rentabilisation capitaliste de l'université et de démantèlement des facultés. Pour réaliser de tels projets il faut au préalable mater le mouvement étudiant. Marcellin se met allégrement en besogne, espérant trouver là l'occasion d'accomplir le but annoncé dans ses interviews à "France-soir" : pousser les organisations révolutionnaires à des actions suicidas afin de pouvoir les isoler et les écraser à son aise.

En fait, le coup de Marcellin a complètement raté. Au lieu d'isoler les organisations révolutionnaires de la masse des étudiants, Marcellin a contribué à réunifier ces organisations entre elles, à radicaliser les étudiants modérés, tous unis contre la répression.

NANTERRE ET LA PARTICIPATION

Les étudiants nanterrois ont raison de refuser l'état de fait de la présence policière provocatrice et conquérante sur le campus et de lui opposer, non pas l'affrontement frontal mais la résistance violente et le harcèlement.

Mais la bataille pour le départ de la police ne se gagnera pas par le seul affrontement physique et l'escalade anti-répression. C'est avant tout une bataille politique. Les flics à Nanterre cela signifie l'échec et l'impasse de toute politique réformiste à l'université, l'impuissance et le rôle de caution que joue la participation. Déjà des courants réformistes de Nanterre acceptent d'en tirer les conclusions et démissionnent du conseil de gestion. De même le doyen Ricœur ne peut cautionner la boucherie du Resto-U: il doit également démissionner en tirant toutes les leçons politiques de l'impasse où il se trouve : continuer à participer comme auxiliaire des flics ou reconnaître l'échec de sa politique réformiste.